

BULLETIN DES LOIS

DU

ROYAUME DE WESTPHALIE.

1813.

N° 2.

Gesetz-Bulletin
des
Königreichs Westphalen.

N^{ro} 2.

Tome I. An 1813.

BULLETIN DES LOIS.

N° 2.

(N° 4.) DÉCRET ROYAL du 15 janvier 1813,
*qui réunit la perception et le contrôle des
droits de barrières aux attributions de l'ad-
ministration des contributions indirectes.*

JÉRÔME NAPOLEON, PAR LA GRACE DE
DIEU ET LES CONSTITUTIONS, ROI DE
WESTPHALIE, PRINCE FRANÇAIS, etc.

Vu Nos décrets des 5 décembre 1808, relatif
aux contributions indirectes, et 22 février 1811,
sur la perception des droits de chaussées et de
barrières;

Considérant que la perception et le contrôle
des droits de barrières ou de passe, appartiennent,
par leur nature même, à l'administration
des contributions indirectes, et que les occupa-
tions multipliées des ingénieurs des ponts et
chaussées ne leur permettent pas d'exercer, sur
le recouvrement desdits droits, une surveillance
aussi suivie qu'il l'exige;

Sur le rapport de Notre Ministre des Finances;
Notre Conseil d'Etat entendu,
Nous avons décrété et décrétons:

Art. 1^{er}. A compter du 1^{er} janvier 1813, la direc-
tion et surveillance de toutes les affaires re-
latives à la perception, au contrôle et à la comp-
tabilité des droits de passe ou de barrières dans
tout Notre royaume, rentrera dans les attribu-
tions de l'administration des contributions indi-
rectes.

Gesetz-Bulletin.

Nr. 2.

(Art. 4.) Königlich-Decret vom 15ten Januar
1813, welches verordnet, daß die Erhebung der
Chaussée- und Wege-Gelder wieder zu den Dienst-
geschäften der Verwaltung der indirecten Steuern
gehören soll.

Wir Hieronymus Napoleon, von Gottes
Gnaden und durch die Constitutionen König von
Westphalen, französischer Prinz &c. &c.

haben, nach Ansicht Unserer Decrete vom 5ten
December 1808, die indirecten Steuern, und vom
22sten Februar 1811, die Erhebung der Chaussée-
Gelder betreffend;

in Erwägung, daß die Erhebung und Controle
der Chaussée- und Wege-Gelder ihrer Natur nach zu
der Verwaltung der indirecten Steuern gehören, und
daß überhäufte Geschäfte es den Brücken- und Chau-
sée-Baumeistern nicht erlauben, über die Erhebung
der gedachten Gefälle eine so unausgesetzte Aufsicht,
als es nöthig ist, zu führen;

auf den Bericht Unseres Finanz-Ministers,
nach Anhörung Unseres Staatsrathes,
verordnet und verordnen:

Art. 1. Vom 1sten Januar 1813 an gerechnet,
sollen alle Geschäfte, welche auf die Erhebung, Con-
trele und das Rechnungswesen der Chaussée-, Wege-,
Brücken- und Schleusen-Gelder in Unserem König-
reiche Beziehung haben, der Leitung und Aufsicht
der Verwaltung der indirecten Steuern wieder über-
tragen seyn.

Art. 2. En conséquence les percepteurs élémentaires des droits de barrières ou de passe dans chaque département, seront, à partir de la même époque, placés sous la direction des directeurs et autres agens des contributions indirectes.

Ils seront nommés conformément aux dispositions de Notre décret du 14 août 1812, relatif aux nominations des agens des contributions indirectes.

Art. 3. La surveillance immédiate et le contrôle du recouvrement desdits droits et des caisses établies à cet effet, sera exercé par les contrôleurs et les commis aux exercices à cheval (*Kreisaufseher*) et à leur défaut, par d'autres agens des contributions indirectes, chacun sur les barrières et bureaux qui lui seront assignés, d'après les localités, par le Directeur-général des contributions indirectes.

Art. 4. Pour cet effet, ils seront tenus d'examiner chaque mois la gestion des percepteurs élémentaires, de vérifier leurs registres et de constater si les versements ont dûment été effectués, ainsi que les fonds en caisse et en bulletins non encore distribués.

Ils dresseront procès-verbal de cette vérification, et en adresseront, dans les premiers quatre jours après la révision, un double au directeur du département et au receveur immédiatement préposé.

Art. 5. Outre ces vérifications régulières, il sera fait de tems à autre, et à l'improviste, par lesdits agens ou par d'autres qui en seraient

Art. 2. Zu dem Ende sollen von dem nämlichen Zeitpunkte an gerechnet, die Untererheber der Chaussee-, Wege-, Brücken- und Schleusen-Gelder in jedem Departement den Directoren und übrigen Beamten der indirecten Steuern untergeordnet seyn.

In Betreff ihrer Ernennung sind die Vorschriften Unseres Decretes vom 14ten August 1812, die Ernennung der Beamten der indirecten Steuern betreffend, zu befolgen.

Art. 3. Die unmittelbare Aufsicht und die Controle über die Erhebung der gedachten Gefälle, und die zu diesem Endzwecke angeordneten Recepturen, sollen von den Districts-Controleurs, den Kreis-Aufsiehern, und, in deren Ermangelung, von andern Offizianten der indirecten Steuern geführt werden, und zwar von einem jeden über die Barrieren und Recepturen, die ihm von dem General-Director der indirecten Steuern nach Maaßgabe der örtlichen Verhältnisse zugetheilt werden.

Art. 4. Sie sind zu diesem Endzwecke verpflichtet, jeden Monat die Dienstführung der Unter-Erheber zu untersuchen, die Register derselben zu revidiren, auch auszumitteln, ob die erhobenen Gefälle vorschriftsmäßig abgeliefert sind, nicht weniger den Bestand an baarem Gelde und an noch nicht ausgegebenen Chaussee-Zetteln festzustellen. Sie sollen über diese Revision ein Protocoll aufnehmen, und davon in den ersten vier Tagen nach der Revision ein Exemplar an den Departements-Director und ein zweites an den unmittelbar vorgesetzten Erheber einsegnen.

Art. 5. Außer diesen regelmäßigen Revisionen sollen die erwähnten Steuerbeamten oder andere, die dazu beauftragt werden mögten, auch außerordentliche Revisionen von Zeit zu Zeit und unerwar-

chargés, des visites extraordinaires, pour s'assurer de la régularité du recouvrement.

Art. 6. Il sera alloué aux agents des contributions indirectes, chargés de la révision mensuelle des barrières, une indemnité de deux francs par mois et par chaque barrière, ou de vingt quatre francs par an, qui leur sera payée par prélèvement sur le produit des droits de barrières.

Art. 7. Il sera également alloué une remise d'un et demi pour cent du produit des droits pour frais d'écritures des directeurs, contrôleurs, et des bureaux de comptabilité, dont la répartition entre ces différens agents sera arrêtée par Notre Ministre des Finances, sur la proposition du Directeur-général des contributions indirectes.

Art. 8. A partir du 1^{er} avril 1813, la place de receveur-général des droits de barrières ou de passe, créée par Notre décret du 22 février 1811, sera supprimée.

Art. 9. A partir de la même époque, il sera compté des droits de barrières et de passe, et leur versement sera opéré, de la même manière que pour les droits de consommation.

Notre Ministre des Finances prendra les mesures nécessaires pour faire fondre en un seul les comptes du 1^{er} trimestre de 1813, avec ceux des trois trimestres suivans.

Art. 10. Les receveurs-généraux de district ne pourront prétendre à d'autres remises que celles qui leur sont allouées pour le recouvrement des contributions indirectes.

Un demi pour cent sera alloué aux receveurs d'arrondissement.

Art. 11. Conformément à ce qui est prescrit par l'article 21 de Notre décret du 22 février

tet anstellen, um sich von der Ordnung in der Erhebung zu überzeugen.

Art. 6. Den Beamten der indirecten Steuern, die mit der monatlichen Revision der Barrieren beauftragt sind, wird eine Vergütung von monatlich zwei Francs, oder jährlich vier und zwanzig Francs für jede Barriere bewilligt, die ihnen von dem Ertrage des Chausseegeldes vorab bezahlt werden sollen.

Art. 7. Ebenmäßig wird von dem Ertrage der Gefälle den Directoren, Controleurs und den Rechnungs-Büreaux eine Lantieme von anderthalb Procent bewilligt, deren Vertheilung unter die verschiedenen Offizianten von Unserem Finanz-Minister, auf den Vorschlag des General-Directors der indirecten Steuern, festgesetzt werden soll.

Art. 8. Vom 1sten April 1813 an gerechnet, soll die durch Unser Decret vom 22sten Februar 1811 verordnete Stelle eines General-Einnehmers der Chaussee- und Wege-Gelder aufhören.

Art. 9. Von dem nämlichen Zeitpunkte an, sollen die Chaussee-, Brücken-, Schleusen- und Wege-Gelder auf die nämliche Weise, wie die Consumtions-Steuern, zur Berechnung und Vereinnahmung kommen.

Unser Finanz-Minister wird das Nöthige verfügen, um die Rechnung des ersten Vierteljahrs des Jahres 1813, mit denen der folgenden drei Quartale in Eins aufstellen zu lassen.

Art. 10. Die General-Districts-Einnehmer können nur auf die Lantieme Anspruch machen, welche ihnen für die Erhebung der indirecten Steuern angewiesen ist.

Die Kreis-Einnehmer sollen ein halbes Procent beziehen.

Art. 11. Die Rechnungen der Departements-Einnehmer und des General-Einnehmers vom Jahre

1811, les comptes des receveurs départementaux et du receveur-général pour l'exercice de 1812, seront clos, savoir, les premiers avant le 1^{er} mars, et celui du receveur-général avant le 1^{er} mai 1813, et présentés au Directeur-général des contributions indirectes, pour être par lui adressés à la chambre des comptes avant le 1^{er} juillet suivant.

Art. 12. Les dispositions de Notre décret du 22 février 1811, en tant qu'elles sont contraires au présent décret, sont rapportées.

Art. 13. Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au bulletin des lois.

Donné en Notre résidence royale de Cassel, le 15 janvier 1813, la septième année de Notre règne.

Signé: JÉRÔME NAPOLEON.

Par le Roi.

Le Ministre Secrétaire d'Etat,

Signé: COMTE DE FÜRSTENSTEIN.

(N^o 5.) DÉCRET ROYAL du 15 janvier 1813, portant promulgation d'une Convention conclue le 6 novembre 1812, entre S. M. le Roi de Westphalie et S. A. R. le Grand-Duc de Francfort.

JÉRÔME NAPOLEON, PAR LA GRACE DE DIEU ET LES CONSTITUTIONS, ROI DE WESTPHALIE, PRINCE FRANÇAIS, etc.

La convention dont la teneur suit, conclue à Francfort, le 6 Novembre dernier, et dont les

1812 sollen in Gemäßheit des Artikels 21 Unseres Decretes vom 22sten Februar 1811 abgeschlossen werden, und zwar die ersten vor dem 1sten März und die des General-Einnehmers vor dem 1sten Mai des Jahres 1813 und sind solche alsdann sofort bei dem General-Director der indirecten Steuern einzureichen, damit sie derselbe vor dem 1sten des folgenden Monats Julius der Ober-Rechnungskammer einsenden könne.

Art. 12. Die Verfügungen Unseres Decretes vom 22sten Februar 1811 sind, in so fern sie dem gegenwärtigen Decrete entgegen stehen, aufgehoben.

Art. 13. Unser Finanz-Minister ist mit der Vollziehung des gegenwärtigen Decretes, welches in das Gesetzbülletin eingebracht werden soll, beauftragt.

Gegeben in Unserer königlichen Residenz zu Cassel, am 15ten Januar 1813, im siebenten Jahre Unserer Regierung.

Unterschrieben: Hieronymus Napoleon.

Auf Befehl des Königs.

Der Minister Staats- = Secretair,

unterschrieben: Graf von Fürstenstein.

(Nr. 5.) Königliches Decret vom 15ten Januar 1813, die Promulgation einer am 6ten November 1812 zwischen Sr. M. dem Könige von Westphalen und Sr. R. H. dem Großherzoge von Frankfurt abgeschlossene Convention betreffend.

Wir Hieronymus Napoleon, von Gottes Gnaden und durch die Constitutionen König von Westphalen, französischer Prinz &c. &c.

Nachstehende Convention, welche am 6ten November des vorigen Jahres zu Frankfurt abgeschlossen ist, und deren Ratificationen daselbst am 30sten

ratifications ont été échangées dans ladite ville le 30 décembre 1812, sera promulguée et exécutée comme les lois de l'Etat, et insérée au bulletin des lois.

Donné en Notre Résidence royale de Cassel, le 15 Janvier 1813, la septième année de Notre règne.

Signé: JÉRÔME NAPOLEON

Par le Roi.

Le Ministre Secrétaire d'Etat,

Signé: COMTE DE FÜRSTENSTEIN

CONVENTION.

S. M. le Roi de Westphalie, Prince français, etc. et S. A. R. le Grand-Duc de Francfort, Prince Primat de la Confédération du Rhin, animés d'un égal désir de resserrer et de consolider de plus en plus les liens d'amitié et de bon voisinage qui existent si heureusement entre eux, ont résolu de conclure une convention pour l'extradition réciproque des déserteurs et conscrits réfractaires qui se réfugieraient, de l'un des deux Etats sur le territoire de l'autre. A cet effet les hautes parties contractantes ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

S. M. le Roi de Westphalie, Mr. le Baron Frédéric d'Ompteda, un des Chambellans de S. M. et son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près S. A. R. le Grand-Duc de Francfort;

December desselben Jahres gegen einander ausgetauscht sind, soll nach Art der Gesetze des Staates promulgirt und zur Vollziehung gebracht, auch in das Gesetz-Bulletin eingerückt werden.

Gegeben in Unserer königlichen Residenz zu Cassel, am 15ten Januar 1813, im siebenten Jahre Unserer Regierung.

Unterscriben: Hieronymus Napoleon.

Auf Befehl des Königs,

Der Minister Staats-Secretair,

unterscriben: Graf von Fürstenstein.

C o n v e n t i o n .

Seine Majestät, der König von Westphalen, französischer Prinz, und Seine königliche Hoheit, der Großherzog von Frankfurt, Fürst Primas des Rheinischen Bundes, von gleichem Wunsche befeuert, die zwischen Ihnen so glücklich bestehenden Bande der Freundschaft und guten Nachbarschaft noch enger zu knüpfen und stets mehr zu befestigen, haben beschlossen, wegen wechselseitiger Auslieferung der Deserteurs und widerspenstigen Conscripten, die sich aus einem der beiden Staaten auf das Gebiet des andern flüchten würden, eine Uebereinkunft abzuschließen.

Zu diesem Ende haben die hohen contrahirenden Theile zu Ihren Bevollmächtigten ernannt, nämlich:

Se. Majestät der König von Westphalen, den Herrn Freiherrn Friedrich von Ompteda, Kammerherrn Sr. Majestät, Ihren außerordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister bei Sr. königlichen Hoheit dem Großherzoge von Frankfurt;

Et S. A. R. le Grand-Duc de Francfort, Mr. le Baron Charles *d'Eberstein*, Son Ministre Secrétaire d'Etat, des relations extérieures et de l'administration de la guerre,

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins-pouvoirs respectifs, sont convenus des articles suivants, sauf l'approbation de leurs Souverains:

Art. 1^{er}. Tout individu engagé au service militaire et tout employé dans le train d'artillerie ou dans les charrois des hautes parties contractantes, qui a déserté ou qui désertera, sera de suite arrêté avec ses armes, chevaux, bagage et équipement, par les autorités civiles ou militaires de la puissance dans les Etats de laquelle il aura cherché un asile, pour être livré, sans qu'il soit besoin de réquisition, à celle dont il aura abandonné le service.

Art. 2. Les domestiques des Officiers, les ouvriers ou autres employés au service militaire, seront, à la première réquisition des régimens ou des autorités civiles et militaires compétentes, arrêtés et restitués avec les chevaux et les effets qu'ils auraient dérobés.

Art. 3. Les déserteurs du service des hautes parties contractantes, qui, après avoir reçu asile dans le pays ou pris du service dans l'armée d'une tierce puissance, viendraient à se réfugier dans l'un des deux Etats, seront de suite arrêtés et livrés ainsi qu'il est dit ci-dessus, à celle des deux puissances du service de laquelle ils avaient originairement déserté, à moins que, par suite de

und Se. Königliche Hoheit der Großherzog von Frankfurt, den Herrn Freiherrn Carl von Eberstein, Ihren Minister Staats-Secretair, Minister der auswärtigen Verhältnisse und der Kriegs-Verwaltung;

Welche, nach geschehener Auswechslung ihrer gegenseitigen Vollmachten, unter vorbehaltener Genehmigung ihrer Souverains, über folgende Artikel übereingekommen sind:

Art. 1. Jedes im Kriegsdienste stehende Individuum, wie auch jeder beim Artilleriezuge oder bei dem Fuhrwesen der hohen contrahirenden Theile Angestellte soll, wenn er desertirt ist, oder in der Folge desertirt, sofort nebst seinen Waffen, Pferden, Gepäc und Bekleidung, durch die Civil- oder Militair-Behörden derjenigen Macht, in deren Staaten er eine Zuflucht gesucht hat, arretirt werden, um ihn, ohne daß es einer Requisition bedürfe, an die andere Macht, deren Dienst er verlassen hat, auszuliefern.

Art. 2. Die Bedienten der Officiere, die zum Kriegsdienst gehörigen Werkleute, oder sonst dabei Angestellten, sollen auf die erste Reclamation der Regimenter oder der competenten Civil- und Militair-Behörden arretirt, und nebst den von ihnen etwa entwandten Pferden und Effecten zurückgeliefert werden.

Art. 3. Die Deserteurs aus dem Dienste der hohen contrahirenden Theile, welche in dem Lande einer dritten Macht eine Freistatt erhalten, oder in deren Armee Dienste genommen hätten, und sich nach der Hand in einen der beiden Staaten flüchten würden, sollen sofort verhaftet, und so, wie oben gesagt ist, an diejenige der beiden Mächte, deren Dienst sie zuerst entlaufen waren, ausgeliefert werden, vorausgesetzt, daß nicht die Macht, unter deren Both-

conventions déjà existantes, la puissance sous l'empire de laquelle l'arrestation aura été faite, ne soit tenue de les rendre à l'Etat d'où ils ont en dernier lieu déserté.

Art. 4. Toutes les autorités civiles et militaires voisines des frontières des deux Etats, veilleront avec la plus grande exactitude et concourront par tous les moyens en leur pouvoir, à l'arrestation de tous les déserteurs qui se présenteront, et les livreront de suite avec les armes, chevaux, bagages et équipemens dont ils auraient été trouvés saisis, à la plus voisine autorité civile ou militaire du pays d'où ils auront déserté. Si cette extradition ne peut avoir lieu sur-le-champ, elle devra être offerte de suite, et lesdites autorités se concerteront sur le moment et la manière dont elle devra s'effectuer.

Art. 5. Tout individu, qui aura recélé ou aidé un déserteur dans sa fuite, sera poursuivi et puni conformément aux lois de son pays; si, contre toute attente, un officier au service de l'une des hautes parties contractantes oubliait son devoir jusqu'à engager ou receler sciemment un déserteur du service de l'autre puissance, il pourra, outre les peines prononcées par les lois, être cassé et renvoyé du service. Il est défendu à quelque personne que ce soit, d'acheter les armes, chevaux, bagages et équipemens d'un déserteur. Lesdits effets seront saisis partout où ils se trouveront, et rendus sans indemnité, et dans le cas où l'acheteur en aurait disposé, il

mäßigkeit die Verhaftung geschieht, in Folge einer schon bestehenden Uebereinkunft, gehalten wäre, sie an den Staat, aus welchem sie zuletzt desertirt sind, zurück zu geben.

Art. 4. Alle Civil- und Militär-Behörden an den Gränzen der beiden Staaten sollen auf das etwaige Erscheinen aller Deserteurs die wachsamste Aufmerksamkeit richten, durch alle ihnen zu Gebote stehenden Mittel zur Verhaftung derselben beitragen, und sie hiernächst, nebst den Waffen, Pferden, Gepäc und Bekleidung, womit sie ergriffen worden, an die nächste Civil- oder Militär-Behörde des Landes, aus welchem sie desertirt sind, ausliefern.

Wenn diese Auslieferung nicht auf der Stelle geschehen kann, so soll man sich sogleich dazu erbieten, und die besagten Behörden werden sich wegen des Zeitpunktes und der Vollziehungsart derselben benehmen.

Art. 5. Jeder, der einen Deserteur verheimlicht, oder ihm auf seiner Flucht behülflich ist, soll deshalb belangt, und in Gemäßheit der Gesetze seines Landes bestraft werden. Wenn gegen alle Erwartung ein Officier im Dienste eines der hohen contrahirenden Theile seine Pflicht so weit vergäße, wissentlich einen Deserteur aus dem Dienste der andern Macht anzuwerben oder zu verbergen, so soll er, außer den durch die Gesetze ausgesprochenen Strafen, cassirt und aus dem Dienste fortgeschafft werden können.

Jedem, ohne Ausnahme, ist es verboten, die Waffen, Pferde, Gepäc und Bekleidung eines Deserteurs an sich zu kaufen. Die besagten Effecten sollen überall, wo man sie findet, in Beschlag genommen und ohne Entschädigung zurückgegeben werden, und in dem Falle, daß der Käufer darüber anderweit verfügt hätte, soll er den Werth bezahlen, und überdies als Gehler eines Diebstahls bestraft

en payera la valeur, et sera en outre puni comme recéleur d'un vol, s'il est prouvé qu'il savait que le vendeur était déserteur.

Art. 6. Les armes, chevaux, bagages et équipemens emportés par un déserteur seront saisis partout où on les trouvera et restitués au corps auquel appartient le déserteur. Pour assurer d'autant mieux les moyens d'effectuer cette saisie, tout déserteur sera, à l'instant même de son arrestation, interrogé sur ce qu'il avait emporté avec lui, sur l'endroit où il a déposé ses armes, chevaux, bagages et équipemens, ou sur les personnes auxquelles il les aurait vendus. Il sera dressé un procès-verbal de cet interrogatoire, et les autorités qui auront fait l'arrestation devront de suite et sur leur responsabilité faire les perquisitions et démarches nécessaires pour opérer le recouvrement desdits effets.

Art. 7. Il sera alloué une récompense de 12 francs, pour être distribuée aux personnes qui auront arrêté un déserteur ou facilité à l'autorité compétente les moyens de l'arrêter. Cette somme sera avancée par les autorités civiles ou militaires qui auront été saisies de la personne du déserteur.

Art. 8. L'entretien d'un déserteur est fixé, dès le jour de son arrestation jusqu'à celui de son extradition, à 30 centimes par jour; et, pour un cheval, à 6 livres d'avoine, 8 livres de foin et trois livres de paille par jour. Ces objets seront taxés d'après le prix courant du lieu de l'arrestation, et le montant des dépenses sera soldé sur le mémoire exact qui en sera fourni.

werden, wenn er erweislich Kenntniß davon hatte, daß der Verkäufer ein Deserteur war.

Art. 6. Die von einem Deserteur mitgenommenen Waffen, Pferde, Gepäc und Kleidungsstücke sollen überall, wo man sie findet, in Beschlag genommen, und dem Corps, zu welchem der Deserteur gehört, zurückgestellt werden. Um desto besser die Mittel zur Ausführung dieser Beschlagnahme zu sichern, soll jeder Deserteur gleich bei seiner Verhaftung über das, was er mit sich fortgeführt, über den Ort, wo er seine Waffen, Pferde, Gepäc und Bekleidung hingebracht, oder über die Personen, an welche er selbige etwa verkauft hat, abgehört werden. Es soll über dieses Verhör ein Protocoll aufgenommen werden, und die Behörden, welche die Arrestation bewirkten, haben sofort, und unter ihrer Verantwortlichkeit, zur Wiedererlangung der besagten Effecten die nöthigen Nachforschungen und Schritte zu machen.

Art. 7. Es soll eine Belohnung von zwölf Franken zur Austheilung an diejenigen Personen bewilligt werden, welche einen Deserteur verhaften, oder der competenten Behörde die Mittel zu dessen Verhaftung erleichtert haben werden.

Diese Summe ist von den Civil- oder Militair-Behörden vorzuschießen, die sich der Person des Deserteurs bemächtigt haben.

Art. 8. Der Unterhalt eines Deserteurs wird, vom Tage seiner Verhaftung an, bis zu dem seiner Auslieferung, auf täglich 30 Centimen festgesetzt, und für ein Pferd auf täglich sechs Pfund Hafer, acht Pfund Heu und 3 Pfund Stroh.

Diese Gegenstände sollen nach dem am Orte der Verhaftung geltenden laufenden Preise geschätzt, und der Betrag der Ausgaben soll, nach dem hierüber genau aufzustellenden Verzeichnisse, baar vergütet werden.

Art. 9. L'extradition du déserteur devra se faire dans les quinze jours au plus tard de l'avis qui aura été donné de l'arrestation ; et faute par la puissance de reprendre son déserteur dans ledit délai, celle dans les états de laquelle il aura été arrêté pourra en disposer, ainsi que de ses armes, chevaux, bagages et équipemens. Le remboursement de la récompense et des frais fixés par les articles ci-dessus se fera à l'instant même de l'extradition. Il en sera donné quittance par la personne qui recevra, laquelle retirera un certificat de la remise du déserteur, et des armes, chevaux, bagages et équipemens qui auront été retrouvés.

Art. 10. Il ne pourra, dans aucun cas et sous quelque prétexte que ce soit, être demandé ni alloué aucuns autres frais que ceux spécifiés ci-dessus, quand même le déserteur aurait reçu quelque argent, ou occasionné des dépenses extraordinaires pour son arrestation ou son transport aux frontières. Chacune des hautes parties contractantes prendra les mesures qu'elle croira convenables pour subvenir à ces faux frais.

Art. 11. Sont considérés comme déserteurs, et comme tels soumis à l'application des dispositions ci-dessus, les conscrits ou les autres individus, qui, pour se soustraire aux lois qui les obligent au service militaire, se seraient réfugiés dans les Etats de l'autre puissance.

Art. 12. Les autorités civiles et militaires des deux Etats seront tenues de satisfaire à toutes réquisitions, et de prêter aide et assistance

Art. 9. Die Auslieferung des Deserteurs soll spätestens vierzehn Tage nach der über die Verhaftnahme gegebene Benachrichtigung geschehen, und wenn die eine Macht es unterließe, ihren Deserteur in der besagten Zeitfrist zurück zu nehmen, so soll die andere, in deren Staaten er verhaftet worden, befugt seyn, über ihn sowohl, als über seine Waffen, Pferde, Gepäc und Bekleidung zu verfügen.

Der Wiedererfaß der Belohnung und der durch vorstehenden Artikel festgesetzten Kosten soll gleich bei der Auslieferung geschehen. Die Person, welche diese Gelder in Empfang nimmt, hat darüber eine Bescheinigung auszustellen, und soll dagegen ein schriftliches Zeugniß, daß der Deserteur nebst den etwa wieder gefundenen Waffen, Pferden, Gepäc und Kleidungsstücken übergeben worden sey, zurück erhalten.

Art. 10. In keinem Falle und unter keinerlei Vorwande sollen andere Kosten weder verlangt noch zugestanden werden können, als die hier oben namentlich angeführten, auch selbst wenn der Deserteur einiges Geld erhalten, oder wegen seiner Verhaftnehmung, oder wegen seines Transportes an die Gränzen, ungewöhnliche Ausgaben verursacht hätte.

Ein jeder der beiden contrahirenden Theile wird die dienlich findenden Maaßregeln ergreifen, um diese Nebenkosten zu bestreiten.

Art. 11. Werden als Deserteurs angesehen, und sind als solche der Anwendung obiger Bestimmungen unterworfen, die Conscripten, oder diejenigen andern Individuen, welche, um sich den Gesetzen zu entziehen, die sie zum Militärdienste verpflichten, sich in die Staaten der andern Macht geflüchtet haben würden.

Art. 12. Die Civil- oder Militair- Behörden beider Staaten sollen in Bezug auf die Verfolgung und Arrestation eines Deserteurs gehalten seyn, als

aux personnes porteurs d'un ordre en règle pour la poursuite et l'arrestation d'un déserteur. Ceux envoyés à cette poursuite au delà des frontières ne pourront excéder le nombre de deux. Ils devront se borner à une simple réquisition aux autorités locales, et ne se porter à aucun acte de violence envers le déserteur.

Art. 13. Si un déserteur s'est rendu auteur ou complice d'un crime dans le pays où il se sera réfugié, il pourra être jugé et puni suivant les lois de ce pays. Dans ce cas, son extradition ne pourra avoir lieu qu'après qu'il aura subi la peine à laquelle il aura été condamné; néanmoins la puissance dans les Etats de laquelle l'arrestation aura été faite, devra restituer les armes, chevaux, bagages et équipemens emportés, aussitôt qu'ils deviendront inutiles à la poursuite du procès.

Art. 14. Aucun sujet de l'une des deux puissances ne pourra entrer, ni être engagé au service militaire de l'autre sans une autorisation spéciale de son Souverain. Cependant ceux qui se trouveront engagés au moment de la signature de la présente Convention, auront le libre choix de retourner dans leur patrie ou de rester au service où ils sont engagés. En conséquence ceux qui voudront quitter le service pour rentrer dans leur patrie, devront en faire la déclaration précise dans les trois mois au plus tard après la publication de la présente Convention, et il leur sera délivré un congé absolu: Et faute de faire cette déclaration et ledit délai expiré, ils devront continuer leur service conformément aux lois de

len desfalligen Requisitionen Genüge zu leisten, und denjenigen Personen, welche hierunter einen ordnungsmäßigen schriftlichen Befehl vorzeigen können, Hülfe und Beistand zu gewähren. Diejenigen, welche zu dieser Verfolgung über die Gränzen hinaus geschickt werden, dürfen nicht mehr als zwei Mann betragen. Sie sollen sich auf ein bloßes Ansuchen bei den Orts-Behörden beschränken, und sich keine gewalthätige Handlung gegen den Deserteur erlauben.

Art. 13. Wenn ein Deserteur sich in dem Lande, wohin er sich geflüchtet, zum Anstifter oder Mitschuldigen eines Verbrechens gemacht hat, so soll er nach den Gesetzen dieses Landes gerichtet und bestraft werden können. In diesem Falle kann seine Auslieferung nur dann statt haben, wenn er die Strafe, wozu er verurtheilt worden ist, überstanden hat; dennoch aber soll die Macht, in deren Staaten die Verhaftung geschehen ist, die mitgenommenen Waffen, Pferde, Gepäck und Kleidungsstücke so bald zurückliefern, als sie bei Fortsetzung des gerichtlichen Verfahrens von keinem weiteren Nutzen sind.

Art. 14. Kein Unterthan einer der beiden Mächte darf, ohne besondere Autorisation seines Souverains, in den Kriegsdienst der andern treten, noch auch dafür angeworben werden.

Diejenigen indessen, welche im Augenblicke der Unterzeichnung gegenwärtiger Uebereinkunft in solchen Dienstverhältnissen stehen, sollen die freie Wahl haben, entweder in ihr Vaterland zurückzukehren, oder in ihrem bisherigen Dienste zu verbleiben.

Es haben demnach diejenigen, welche den Dienst verlassen wollen, um in ihr Vaterland zurückzukehren, spätestens in drei Monaten, nach öffentlicher Bekanntmachung gegenwärtiger Uebereinkunft, hierüber eine bestimmte Erklärung abzugeben, und es wird ihnen ein unbedingter Abschied ausgemacht

l'Etat qu'ils servent, à peine d'être réputés déserteurs.

Art. 15. La présente Convention sera ratifiée par les deux Souverains contractans, et les ratifications seront échangées dans l'espace de deux mois, ou plutôt s'il est possible. Aussitôt après l'échange des ratifications, elle sera imprimée avec une traduction allemande et publiée dans la forme usitée pour les lois dans les deux Etats.

Les ordres les plus précis seront donnés à toutes les autorités des deux Etats pour son exécution à compter du jour de la publication. Les autorités qui se rendraient coupables de négligence dans son exécution seront sévèrement punies.

Elle pourra toujours être révoquée, en s'avertissant trois mois d'avance.

En foi de quoi Nous Plénipotentiaires de S. M. le Roi de Westphalie, etc. etc., et de S. A. R. le Grand-Duc de Francfort, etc. etc. avons signé la présente Convention et y avons fait apposer nos cachets respectifs.

Fait en double expédition, à Francfort, le 6 novembre 1812.

signé: Le Baron d'OMPTEDA.

signé: Le Baron d'EBERSTEIN.

Certifié conforme:

Le Ministre Secrétaire d'Etat,

signé: COMTE DE FÜRSTENSTEIN.

Certifié conforme:

Le Ministre de la Justice,

SIMÉON.

werden. Ermangeln sie, diese Erklärung zu thun, und ist die besagte Frist abgelaufen, so müssen sie, in Gemäßheit der Gesetze des Staats, dem sie dienen, bei Strafe, als Deserteurs angesehen zu werden, ihre Dienste fortsetzen.

Art. 15. Die gegenwärtige Uebereinkunft soll von beiden contrahirenden Souverains ratificirt, und die Ratificationen sollen innerhalb zwei Monaten, oder wo möglich noch früher, ausgewechselt werden. Sogleich nach erfolgter Auswechslung der Ratificationen soll dieselbe, nebst einer teutschen Uebersetzung, gedruckt, und in der in beiden Staaten, rücksichtlich der Gesetze, üblichen Form, öffentlich bekannt gemacht werden.

Den Behörden beider Staaten sollen die bestimmtesten Befehle gegeben werden, dieselbe vom Tage der Bekanntmachung an gerechnet, in Vollziehung zu setzen. Die Behörden, welche sich bei dieser Vollziehung einer Nachlässigkeit schuldig machen würden, sollen streng bestraft werden.

Sie kann nach vorhergegangener dreimonatlicher Anzeige wieder aufgehoben werden.

Zur Beglaubigung dessen haben wir Bevollmächtigte Sr. Majestät des Königs von Westphalen, und Sr. Königlichen Hoheit des Großherzogs von Frankfurt, die gegenwärtige Uebereinkunft unterzeichnet, und unsere beiderseitigen Siegel beidrucken lassen.

So geschehen in Duplo zu Frankfurt, am öten November 1812.

Unterschrieben: Freiherr von Ompteda.

Unterschrieben: Freiherr von Eberstein.

Als gleichlautend bescheiniget:

Der Minister Staats-Secretair,

Unterschrieben: Graf von Fürstenstein.

Als gleichlautend bescheiniget,

Der Justiz-Minister:

Simeon.